

Alternative (finance)
Financement developp
Mondialisation
Agences ONU : CNUCED

La Cnuced déclare la guerre à la spéculation excessive

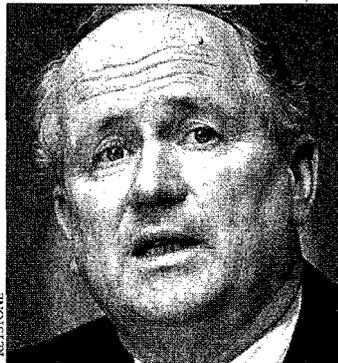
Crise Un rapport décortique les défaillances systémiques et appelle à des mesures multilatérales pour en finir avec une économie casino. Il exige aussi un rôle central pour l'ONU

Ram Etwareea

Pas une, mais quatre bulles spéculatives ont explosé en 2007 et en 2008. Elles ont fait sauter les marchés des actions, du logement, des matières premières et des devises. Dans les quatre cas, les mises ont été financées par un endettement massif et la prise de risques inconsidérés. Lorsque les bulles ont éclaté, il n'y avait aucune possibilité d'ajuster les tirs et aucun coussin pour amortir le choc. Résultat: l'économie mondiale est plongée dans une profonde récession.

C'est en ces termes que Heiner Flassbeck, chef économiste de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), analyse la crise. C'était à l'occasion de la publication d'une étude «La crise économique mondiale: défaillances systémiques et mesures correctives multilatérales». L'institution y pose son diagnostic de la récession et prescrit ses potions.

«Désormais, il n'y a que les interventions d'Etat qui peuvent arrêter la spirale, notamment en injectant des masses d'argent dans le circuit économique, explique-t-il. C'est la seule façon d'empêcher la dévaluation des monnaies, un phénomène qui retarderait



Heiner Flassbeck, chef économiste de la Cnuced.

une reprise.» Pour la Cnuced, alors que les pays riches ont les moyens de faire des investissements massifs, les pays en développement devraient avoir accès à un fonds global financé par des obligations. Ces derniers devraient pouvoir emprunter à des conditions raisonnables.

«Mais attention, avertit Heiner Flassbeck, autrefois ministre d'Etat aux Finances dans le premier cabinet du chancelier allemand Gerhard Schröder. Après avoir donné un ballon d'oxygène à l'économie financière et industrielle, il faut s'attaquer à la spéculation. Sans un contrôle efficace des marchés, nous connaissons à nouveau les mêmes dérapages Il

faut fermer l'économie casino et repartir sur des bases saines.»

La guerre contre la spéculation excessive passe par de nouvelles règles qui encadrent le marché financier et ses produits fictifs. La Cnuced recommande aussi la mise en place d'un système monétaire qui interdise la spéculation sur les devises. «Des dispositions multilatérales doivent être prises en matière de taux de change; elles doivent empêcher les fluctuations brusques et importantes qui peuvent mettre les économies en danger», prévient Heiner Flassbeck. A partir d'août 2008, les positions spéculatives sur les monnaies ont mené à la dévaluation dans des pays industrialisés (Australie, Islande, Nouvelle-Zélande), dans des pays émergents (Brésil, Turquie, Afrique du Sud, Corée du Sud) et, de façon encore plus décisive, dans les pays en transition (Hongrie, Ukraine, Roumanie).

ONU, universelle et crédible

De la même façon, la Cnuced demande de nouvelles règles pour limiter la financiarisation des marchés de produits de base. Le nombre de contrats est passé de 10 millions en 1993 à près de 50 millions en décembre 2007. La spéculation a poussé des prix vers des sommets l'an dernier, provo-

quant même des émeutes de la faim. Pour Heiner Flassbeck, de nombreux Etats ne peuvent pas supporter à la fois une flambée des prix des matières premières et une dévaluation de leur monnaie.

«Le G20 doit assurer que les plans de relance mis en place par les pays riches profitent aussi aux pays moins nantis, déclare pour sa part Supachai Panitchpakdi, secrétaire général de la Cnuced. Les Etats doivent s'engager à conclure les négociations du Cycle de Doha et à ne pas freiner le commerce mondial par des mesures protectionnistes.» Il demande au G20 de lancer le processus de reconstruction d'une nouvelle architecture financière mondiale, en commençant par des réformes au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.

Mais la Cnuced, tout en reconnaissant le rôle du G20 dans la lutte contre la crise, estime qu'il revient à l'ONU, seule institution universelle et crédible, de réformer la gouvernance mondiale. Du reste, une assemblée générale spéciale est prévue début avril à New York; elle discutera les recommandations de la Cnuced ainsi que celles de la commission Stiglitz. Celle-ci a été nommée par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon pour se pencher sur la crise.